

unité départementale des Cotes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 04 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ROMI (LANNION)

Zone artisanale de Kérampichon
22300 Lannion

Références :
Code AIOT : 0005503670

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2023 dans l'établissement ROMI (LANNION) implanté Zone artisanale de Kérampichon 22300 Lannion. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée de manière inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROMI (LANNION)
- Zone artisanale de Kérampichon 22300 Lannion
- Code AIOT : 0005503670
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Romi exploite sur le site de LANNION un centre de tri, transit regroupement de déchets ainsi qu'un centre de dépollution, démontage ou découpage de VHU sous la rubrique 2712-1 et de dépollution, démontage ou découpage de bateau de plaisance ou de sports sous la rubrique 2712-3.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- condition de stockage
- lutte contre la pollution des eaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	(dossier Installation classée)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4	Sans objet
2	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	Sans objet
3	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.	Sans objet
4	Opérations de tri des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > V.	Sans objet
5	(collecte des effluents)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14	Sans objet
6	(points de prélèvements pour les contrôles)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 15	Sans objet
7	(rejet des effluents)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	Sans objet
8	(raccordement à une station d'épuration)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 18	Sans objet
9	(mesures périodiques)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	Sans objet
10	Collecte des eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, des opérations de compactage de carton et de chargement d'un semi-remorque de ferrailles étaient en cours, aucun VHU n'était en cours de dépollution. Les stocks des déchets triés étaient bien distincts et respectaient les hauteurs de stockage. Le captage des effluents et les analyses d'eau n'appellent pas de remarque.

L'exploitant a répondu à l'ensemble des questions de l'inspection et fournis tous les documents demandés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : (dossier Installation classée)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, (dossier Installation classée)
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- le plan des bâtiments (cf. article 9) ;- le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. article 14) ;- les résultats de l'autosurveillance eau (cf. article 20). Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a donné l'ensemble des éléments demandés : plan des réseaux d'eau pluviales, plan de stockage et résultats des dernières analyse d'eau.
Observations : Des travaux récents ont modifié les réseaux de collecte des eaux de ruissellement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : III. - Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. IV. - Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. [...]
Constats : Les sols des aires de stockage et de manipulation sont en béton ou en enrobé et ne présentent pas, pour les parties visibles de dégradation. Le terrain est en "forte" pente. Un merlon et des points de collectes répartis sur le site permettent de canaliser et de capter les eaux susceptibles d'être polluées du site. La configuration du site fait que la majorité des eaux est orientée vers le point de captage de la zone de rétention équipée d'un clapet de confinement géré manuellement, le restant étant capté par un regard au niveau du pont à bascule et par celui situé au niveau du débourbeur/déshuileur.

Observations :
Les salariés rencontrés lors de l'inspection avaient connaissance de la localisation des points de captage et de la vanne de fermeture de la rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des déchets
Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.
Constats : Les aires de réception et de densification sont distinctes et identifiées. L'exploitant effectué un suivi régulier de son état de stock. Son fichier informatique de suivi a été visé lors de l'inspection. Hors mis pour le fer, les différents éléments triés sont densifiés dans des bennes ou des casiers cloisonnés permettant d'estimer les volumes stockés. Lors de la visite, la hauteur des tas de ferrailles était inférieure à 6m, la maison d'habitation la plus proche étant situé à plus de 100 m
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Opérations de tri des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > V.
Thème(s) : Risques chroniques, Opérations de tri des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).
Constats : Les déchets sont triés conformément à la prescription. Les déchets les plus sensibles et les plus fragiles (papiers, copeaux d'usinage,...) sont stockés sous abris.
Observations : Le carton est stocké en extérieur mais l'exploitant déclare ne pas avoir de refus. Les balles de cartons ne restant que très peu de temps en stockage du fait des nombreuses rotations hebdomadaire d'enlèvement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : (collecte des effluents)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, (collecte des effluents)
Prescription contrôlée : Tous les effluents aqueux sont canalisés. Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales. Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat. Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Les eaux des gouttières sont envoyées directement dans le réseau pluvial de la zone artisanal tandis que les eaux de ruissellement sont captées et envoyées vers le débourbeur du site. Les plans fournis et les sens d'écoulement sont cohérents avec les pentes et les aménagements du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : (points de prélèvements pour les contrôles)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, (points de prélèvements pour les contrôles)
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (DCO, concentration en polluant, etc.). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Le site est équipé d'un seul exutoire vers le réseau pluvial de la zone artisanale. Il est facilement accessible et protégé par une lourde plaque métallique. Le point de collecte a été ouvert par un salarié pour être montré à l'inspection lors du tour du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : (rejet des effluents)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, (rejet des effluents)
Prescription contrôlée : Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Un entretien régulier du débourbeur/séparateur d'hydrocarbure est réalisé par des opérations d'entretien semestrielles et un curage annuel. Les BSD des opérations de nettoyage effectuées avant le changement du débourbeur ont été transmis (BSD XGY58ARVK et 702F4H305 en date du 14/11/22).
Observations : Le dispositif a été changé en début d'année.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : (raccordement à une station d'épuration)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, (raccordement à une station d'épuration)
Prescription contrôlée : Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.
Constats : Les eaux qui sont envoyées dans le réseau pluvial de la Zone artisanale, le sont après le passage dans un système de traitement. La convention de rejet dans le réseau pluvial de la ville a été transmise post inspection, comme demandé.
Observations : Le système de traitement des eaux a été changé au début de l'année 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : (mesures périodiques)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, (mesures périodiques)
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.
Constats : L'exploitant fait réaliser 2 analyses de contrôle par an. Il a transmis les rapports des dernières analyses (en date du 16/05/23) qui n'appelle pas de remarque de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Collecte des eaux pluviales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales.
Prescription contrôlée : Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'équipement a été changé en début d'année 2023. L'exploitant a transmis à l'inspection les BSD des opérations de curage préalable aux travaux de remplacement (en date du 14/11/22).
Type de suites proposées : Sans suite